



Autorité
luxembourgeoise
indépendante de
l'audiovisuel

Република Србија
Републичка радиодифузна агенција

01

ПРИМЉЕНО: 07 11 2022		
Орг. јед.	Број	Прило:
07	828/21/22	1

REM
Ms Olivera Zekić
President to the Council
Trg Nikole Pašića 5
11000 Belgrade
Republic of Serbia

Luxembourg, 28 October 2022

Registered letter

Subject: complaint regarding the program Good, bad, evil broadcast by Nova S

Ms Zekić,

Please find enclosed the decision taken by ALIA's Board on October 24th 2022 with reference to a complaint regarding the program *Good, bad, evil* broadcast by *Nova S* on March 17th, 2021.

Based on the findings developed in the decision, the Board decided to close the case. Should you have any queries concerning this matter, do not hesitate to contact us.

Best regards,

Carole Kickert
Secretary to the Board



Autorité
luxembourgeoise
indépendante de
l'audiovisuel

DÉCISION DEC011/2022-P015/2021 du 24 octobre 2022

du Conseil d'administration de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel concernant une plainte à l'encontre du service *Nova S*

Saisine

L'autorité serbe de régulation des médias (ci-après la « REM ») a saisi le Conseil d'administration de l'Autorité (ci-après « le Conseil ») d'un dossier de plainte relatif à la diffusion de l'émission « Good, bad, evil » en date du 17 mars 2021 de 23h09 à 00h26 sur le service *Nova S* (version serbe).

Les griefs formulés par le plaignant

Selon la REM, l'élément de programme en question contient des propos haineux à l'encontre du président serbe et d'autres acteurs serbes du monde politique et porte atteinte à leur dignité.

Compétence

La plainte vise le contenu de l'émission « Good, bad, evil », diffusée sur le service de télévision *Nova S*, partant un service couvert par une concession accordée par le gouvernement luxembourgeois et relevant donc de la compétence du Luxembourg. Par conséquent, l'Autorité est compétente pour en connaître. La concession pour la chaîne *Nova S* a été accordée à United Media s.à r.l., établie à 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, qui est destinataire de la présente décision.

Admissibilité

Le fournisseur de service relevant de la compétence de l'Autorité, les règles de droit luxembourgeois sont applicables à la diffusion de ses programmes.

L'émission est spécifiée comme étant un format à contenu humoristique/satirique sous forme de discussion ouverte entre auteurs et animateurs ainsi qu'un invité spécial. La discussion de l'épisode sous examen concerne des politiciens serbes de haut rang, parmi lesquels plus



particulièrement le président de la République et le chef d'un parti politique.

Le Conseil conclut que la plainte, qui vise le contenu de l'émission « Good, bad, evil » diffusée sur le service de télévision *Nova S* le 17 mars 2021, est admissible.

Instruction

Le Conseil a chargé le directeur de l'instruction du dossier lors de sa réunion du 12 juillet 2021.

Le fournisseur de service a été informé de l'ouverture d'une instruction en date du 14 juillet 2021.

Annexé à la plainte était un rapport détaillé rédigé par le département de contrôle et d'analyse de la REM, qui cite un total de onze séquences qu'elle juge problématiques et pour lesquelles elle fournit une traduction de la langue serbe vers l'anglais et sur base de laquelle elle expose son interprétation des faits.

Afin de garantir « *une instruction objective du dossier sous examen* », le directeur a chargé deux traducteurs indépendants, experts en langue serbe et disposant de connaissances linguistiques et socio-culturelles nécessaires pour étudier le dossier, de lui fournir une traduction de l'émission dans son intégralité.

Conformément à l'article 35^{ter} (4) (1) de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, l'avis de l'Assemblée consultative, qui doit être consultée dans le cadre de toute plainte ou autosaisine touchant au domaine de l'incitation à la haine, a été demandé. Celle-ci, dans son avis 9/2021 du 23 septembre 2021 a conclu que, même si les propos tenus lors de l'émission « Good, bad, evil » étaient parfois assez « vulgaires », très « libre(s) » voire même « loufoque(s) », ces derniers ne sauraient pour autant être qualifiés d'incitation à la haine, de discriminatoires ou comme portant atteinte à la dignité humaine des hommes et femmes politiques en question. Selon l'Assemblée consultative, « *l'ambiguïté de certains propos relève plutôt du caractère satirique de l'émission. Il faut donc les traiter dans ce cadre qui permet des paroles 'plus libres' parfois à la limite du 'tolérable'* ».

Après l'analyse exhaustive de tous les éléments du dossier et la consultation des deux experts indépendants, le directeur a constaté des divergences non négligeables entre la traduction et l'interprétation en



langue anglaise de l'émission, qui ont été transmises à l'ALIA par la REM, et les textes qui ont été fournis au directeur par les traducteurs indépendants. Tel qu'il ressort de l'examen effectué par ces derniers, ces divergences seraient dues au fait que la REM aurait fourni une traduction littérale qui ne prend pas en considération le niveau de signification figuré de la prestation satirique et omet le contexte auquel se réfèrent les différentes interactions et locutions y figurant.

Ensuite, le directeur a analysé et contextualisé en détail les séquences contestées par la REM pour conclure qu'il ne partageait pas l'opinion de celle-ci selon laquelle l'émission, politique et de nature satirique, contiendrait des propos haineux et porterait atteinte à la dignité humaine d'hommes et de femmes politiques ainsi que du groupe ethnique arabe et conclut que: *« (S)'il est vrai que les deux animateurs utilisent un langage familier qui n'est souvent pas exempt de vulgarismes et qui ne témoigne pas nécessairement de bon goût, leurs moqueries ne visent pas les hommes politiques en question en tant que personnes privées, mais, comme le relève à juste titre le régulateur serbe, les actes ou les comportements que ceux-ci adoptent dans le cadre de leur fonction publique et qui peuvent faire l'objet de discussions, de critiques et de controverses publiques ».*

Le directeur renvoie dans ce contexte également à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (« CourEDH ») pour rappeler l'importance élevée accordée par celle-ci au principe de la liberté d'expression, *« (...) l'un des fondements essentiels de toute société démocratique, l'une des conditions primordiales de son progrès et de l'épanouissement de chacun »*¹.

D'après la CourEDH, la liberté d'expression vaut *« (...) non seulement pour les 'informations' ou 'idées' accueillies avec faveur ou considérées comme inoffensives ou indifférentes, mais aussi pour celles qui heurtent, choquent ou inquiètent »*². Celles-ci ne perdraient donc pas le bénéfice de la liberté d'expression.

Cependant, il ressortirait tout aussi bien de la jurisprudence de la CourEDH que l'exercice de la liberté d'expression comprend également des devoirs et responsabilités, dont notamment l'obligation d'éviter des expressions qui sont gratuitement offensantes ou injurieuses pour autrui, ou incitent à l'irrespect ou à la haine.

¹ CourEDH, Handyside c. Royaume-Uni, 7 décembre 1976, requête n°5493/72 et CourEDH, Giniewski c. France, 31 avril 2006, requête n°64016/00.

² CourEDH, Giniewski c. France, loc. cit., §43.



Le directeur a également examiné les considérations de la CourEDH qui se réfèrent plus précisément à l'exercice de la liberté d'expression dans le cadre d'émissions à caractère humoristique ou satirique. Ainsi, d'après la CourEDH, cette « *forme d'expression artistique et de commentaire social* » vise, à travers l'exagération et la déformation de la réalité, « (...) *naturellement à provoquer et à agiter. C'est pourquoi il faut examiner avec une attention particulière toute ingérence dans le droit d'un artiste à s'exprimer par ce biais* ».

A la lumière de ce qui précède, le directeur est amené à conclure que, même si « (...) *les propos véhiculés par les présentateurs sont peu flatteurs et non dénués de jugements personnels, (...) ils sont non seulement légitimes mais même essentiels pour le fonctionnement de sociétés démocratiques* ». Il ressortirait clairement de l'analyse de l'élément de programme en question que les déclarations des deux présentateurs ont été faites dans l'intention de critiquer, de manière satirique et en utilisant un certain nombre de stéréotypes ainsi qu'un langage parfois vulgaire ou offensant, les comportements de certaines figures de la vie politique serbe et de contribuer ainsi à un débat public sur la situation politique dans leur pays. Il faudrait garder à l'esprit que les politiciens seraient soumis à un degré de tolérance élevé en ce qui concerne des critiques ouvertes. La CourEDH soulignerait dans ce contexte que « (...) *quant aux limites de la critique admissible, elles sont plus larges à l'égard d'un homme politique, agissant en sa qualité de personnage public, que d'un simple particulier. L'homme politique s'expose inévitablement et consciemment à un contrôle attentif de ses faits et gestes, tant par les journalistes que par la masse des citoyens, et doit montrer une plus grande tolérance, surtout lorsqu'il se livre lui-même à des déclarations publiques pouvant prêter à critique. Il a certes droit à voir protéger sa réputation, même en dehors du cadre de sa vie privée, mais les impératifs de cette protection doivent être mis en balance avec les intérêts de la libre discussion des questions politiques, les exceptions à la liberté d'expression appelant une interprétation étroite* »³.

Après analyse de l'ensemble des éléments du dossier, le directeur conclut qu'aucune des dispositions relatives à l'interdiction d'incitation à la haine (i.e. l'article 26bis de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques et l'article 3 (1) (d) du cahier des charges du concessionnaire) ou au respect de la dignité humaine (i.e. l'article 1^{er}

³ CourEDH, *Oberschlick c. Autriche* (n°2), loc. cit., §29, CourEDH, *Oberschlick c. Autriche* (n°1), 23 mai 1991, requête n°11662/85, §§ 57-59 et CourEDH, *Vereinigung Demokratischer Soldaten Österreichs et Gubi c. Autriche*, 19 décembre 1994, requête n°15153/89, §37.



paragraphe 2 (c) de la loi modifiée du 27 juillet 1991 précitée et l'article 1^{er} de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ci-après la « charte ») n'a été enfreinte en l'espèce, les déclarations à l'encontre des hommes et femmes politiques n'ayant pas été faites « *dans le but de nuire à la réputation personnelle de ces derniers ou d'inciter à l'irrespect ou à la haine, mais pour exprimer des critiques et pour lancer un débat public sur des questions politiques* ».

Dans sa réponse écrite du 23 mars 2022, le fournisseur précise que l'émission en question représente « (...) *a humorous show dedicated to examination and criticism of the current Serbian political system (...)* », que le style provocateur de l'auteur « (...) *is intended to foster debate (...) through the lens of satire* » et que ni l'auteur de l'émission, ni le fournisseur « (...) *have any intention to incite hatred towards any groups or violate dignity of any private individuals (...)* ». Le fournisseur souligne par ailleurs que les personnalités politiques ne doivent pas pour autant être « *exempt from public criticism* », bien au contraire. Dans ce même ordre d'idées, le fournisseur voudrait aussi attirer l'attention sur le fait que « (...) *freedom of expression is all the more important for countries with underdeveloped democratic standards (...)* ». Le cas d'espèce en serait une bonne illustration étant donné qu'en l'occurrence « (...) *justified cause for concern can be raised about the potential abuse of regulatory authority by the initial complaint, designed to protect the most powerful political figure in the Republic of Serbia from comments by a cable television show host, in a country with consistently declining media freedom per relevant international observers.* ».

Finalement, le fournisseur estime que les conclusions du directeur sont « *reasonable, objective and fair* ».

Au vu de ce qui précède et tout en prenant en considération les explications fournies par le fournisseur, le directeur maintient sa position initiale pour affirmer qu'aucune des dispositions relatives à l'interdiction d'incitation à la haine ou au respect de la dignité humaine n'ont été enfreintes en l'espèce. Il propose au Conseil de classer le dossier sous rubrique sans suite.

Audition du fournisseur de service par le Conseil

Le fournisseur a été convoqué par le Conseil en date du 24 mai 2022 pour sa réunion du 13 juin 2022 afin de se positionner par rapport aux conclusions du directeur.



Dans son courriel du 3 juin 2022, le fournisseur informe l'Autorité qu'il n'aurait pas de commentaires supplémentaires par rapport aux conclusions du directeur et qu'il n'assisterait pas à la réunion du Conseil en date du 13 juin 2022.

Discussion

L'Autorité peut, aux termes de l'article 35^{sexies} de la loi modifiée du 27 juillet 1991 relative aux médias électroniques, être saisie de plaintes « au sujet du non-respect par un service de média audiovisuel ou sonore relevant de la compétence du Luxembourg d'une disposition de la présente loi, ou prise en exécution de la présente loi ou d'un cahier des charges ». L'Autorité peut encore agir si elle prend connaissance de sa propre initiative d'un manquement à une des dispositions pertinentes de la loi, des règlements grand-ducaux d'exécution ou des concessions, permissions et cahier des charges.

Concernant le contexte socio-politique en Serbie et les retombées dans l'émission sous analyse

Il paraît utile de rappeler à ce stade que le fournisseur de services concerné est titulaire d'une concession attribuée par les autorités luxembourgeoises conformément à l'article 21 de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques et que, par conséquent, sont applicables les dispositions de cette loi et d'autres textes normatifs nationaux et internationaux visant les activités du fournisseur et qui sont en vigueur au Luxembourg, ainsi qu'il est rappelé notamment à l'article 3 paragraphe (1) point (c) et à l'article 6 paragraphe (1) du cahier des charges, selon lesquels le service doit se conformer « aux lois luxembourgeoises et aux conventions internationales en vigueur au Grand-Duché ». Cela n'empêche que, dans la mesure où le service en question, dont les programmes sont diffusés en langue serbe, est destiné principalement au territoire de la Serbie, le Conseil tient compte, pour autant que de besoin, du contexte spécifique, notamment culturel, historique, et plus particulièrement dans le cas sous analyse, du contexte et du climat politiques prévalant dans le pays de réception afin d'établir, le cas échéant, la justification d'une ingérence dans le droit à la liberté d'expression du fournisseur visé ou d'apprécier la gravité du manquement reproché.

Au vu des traductions et des déclarations fournies par les experts indépendants sur l'environnement politique en Serbie, un premier constat s'impose en ce qu'il semble être de pratique courante que le discours politique du pays se caractérise par l'utilisation fréquente par les hommes



politiques eux-mêmes d'un vocabulaire et d'expressions souvent crus, ordinaires, voire gravement offensants⁴. Cette pratique se reflète dans l'émission sous analyse dont le discours peut paraître dès lors comme un miroir de société fournissant une démonstration du niveau de conversation général.

A titre d'exemple et sans préjudice d'une analyse détaillée voire d'un jugement du Conseil sur les divergences non négligeables de l'examen linguistique du métadiscours constatées par le directeur entre d'une part la traduction et l'interprétation en langue anglaise de l'émission transmises par la REM et d'autre part les informations fournies par les traducteurs indépendants, le Conseil relève d'abord l'extrait suivant (traduit en français par les traducteurs indépendants de l'Autorité) d'un enregistrement audio de propos du président de la droite serbe, qui a été diffusé pendant l'émission sous analyse :

« Je vais physiquement baiser ta mère, tu as une sœur ? Alors je vais baiser ta sœur, et dans sa chatte, je te tue, mais je te tuerai et j'irai à Svilajnac, je battrais ton père et ta mère. Alors je ne joue pas ! Tu ne mettras plus tes pieds à Belgrade et je vais couper des parties de ton corps, donc je vais te tuer je vais couper des parties de ton corps (...) ».

Ensuite, le Conseil tient à citer également trois extraits illustrant le niveau de dialogue entre les présentateurs de l'émission « se moquant » du milieu politique :

1. *« Et maintenant, ton et mon sujet préféré dans l'une des allocutions de notre président est la bouffe, alors il était bon ce chameau, et tu m'expliques ce connard ne veut pas manger l'escalope chez Angela Merkel ».*
2. *« D'abord : Pourquoi, d'abord pourquoi, c'était quoi ce moment de sadisme, ce branleur⁵ devant Gordana Uzelac⁶ ? Ce ne sera jamais clair pour moi ! Pourquoi mec ? Une femme travaille pour toi, stupide cheval, alors elle te suit partout, elle exécute tous tes ordres.*

⁴ Voir aussi notamment European Parliamentary Research Service – Briefing – *Serbia at risk of Authoritarianism?*, 2019, p. 3 (“hostile rhetoric by Serbian political leaders may encourage attacks on journalists”), ou Commission européenne, *Key findings of the 2021 Report on Serbia*, 2021, p. 2 (“verbal attacks against journalists by high level officials continued”).

⁵ « Ce branleur » fait référence au président serbe Aleksandar Vučić.

⁶ Journaliste serbe et conseillère en relations publiques.



Qu'est-ce que c'est, qu'est-ce qui s'est passé, espèce de merde stupide, alors si c'était ça que tu prononçais comme ça, maintenant nous devons la niquer, euh, ...) ».

3. *« c'est clair, c'est organisé et planifié par le grand chef (en serbe « disa », le présentateur fait semblant de rechercher sa formulation et dit « pisa » ou « celui qui pisse ») cela a été planifié par le mangeur de chameaux ».*

Le Conseil rappelle d'emblée qu'il n'a pas pour mission de juger de l'opportunité des choix rédactionnels effectués par le fournisseur ou de la qualité journalistique ou satirique des émissions diffusées, mais sa mission se limite à prononcer une sanction à l'encontre du fournisseur de médias si, au terme de la procédure contradictoire, il est constaté que *« le service a enfreint de manière manifeste, sérieuse et grave les dispositions lui applicables (...) »*.

A l'instar du directeur, le Conseil tient à renvoyer à la jurisprudence de la CourEDH selon laquelle les formulations ou propos véhiculés qui heurtent, choquent ou inquiètent certains, ne perdent pas, en tant que telles, le bénéfice de la liberté d'expression⁷ et que le format de satire bénéficie d'une protection encore plus large au nom de l'expression artistique et de commentaire social, tel que rappelé également dans l'arrêt de la CourEDH, du 14 juin 2013, *Eon c. France* (requête n° 26118/10)⁸ ou encore la décision de la CourEDH du 20 octobre 2015, *M'Bala M'Bala c. France* (req. n° 25239/13, §§31 et 39). Cependant, il importe au Conseil de rappeler également que la liberté d'expression ne saurait servir de blanc-seing au fournisseur de service pour tenir des propos gravement et gratuitement offensants, alors que, comme le confirme la jurisprudence de la CourEDH, l'exercice de la liberté d'expression a comme corollaire notamment l'obligation d'éviter de tels propos ou qui incitent à la haine.

Dans le cas d'espèce, le Conseil considère que des propos, tels que ceux relevés ci-dessus s'apparentent à des insultes personnelles gratuites qui ne contribuent en aucune manière à la formation d'un débat public éclairé

⁷ Voir, par exemple, CourEDH, *Oberschlick c. Autriche* (n°2), *loc. cit.*, §29, 33 et 34.

⁸ Dans son arrêt *Eon c. France* du 14 mars 2013, la CourEDH (§§60 et 61) a conclu à la violation de l'article 10 (liberté d'expression) de la CEDH en considérant que la condamnation du requérant qui avait brandi une affiche à l'attention du président français de l'époque « casse-toi pov'con » constituait, dans les circonstances particulières de l'espèce, une ingérence disproportionnée des autorités publiques dans le droit à la liberté d'expression, compte tenu notamment de la circonstance que le requérant avait choisi d'exprimer sa critique sur le mode de l'impertinence satirique.



pour être justifiés au nom du respect de la liberté d'expression. Certes, le format humoristique/satirique bénéficie d'une grande latitude dans les moyens utilisés⁹ (elle va de pair avec une très large liberté d'expression) et un seuil de gravité suffisant doit être atteint de manière manifeste pour justifier une ingérence dans cette liberté¹⁰. La CourEDH a également souligné que « (...) quant aux limites de la critique admissible, elles sont plus larges à l'égard d'un homme politique, agissant en sa qualité de personnage public, que d'un simple particulier. L'homme politique s'expose inévitablement et consciemment à un contrôle attentif de ses faits et gestes, tant par les journalistes que par la masse des citoyens, et doit montrer une plus grande tolérance, surtout lorsqu'il se livre lui-même à des déclarations publiques pouvant prêter à critique (...) »¹¹. Le Conseil estime toutefois que la limite de ce qui est acceptable à être diffusé en public au regard des soins à porter aux relations humaines est dépassé au niveau du langage utilisé par endroits dans l'émission sous analyse en l'absence de toute justification valable.

Certes, selon la CourEDH, si le caractère grossier d'une expression n'est pas en soi décisif quand il dessert des buts purement stylistiques, si l'emploi de certaines expressions vraisemblablement destinées à capter l'attention du public ne saurait en soi poser un problème au regard de la jurisprudence de la Cour, si l'utilisation de phrases vulgaires n'est pas non plus, en soi, décisive pour qu'une expression soit considérée comme offensante et si le style fait partie de la communication en tant que forme d'expression et est, en tant que tel, protégé en même temps que le contenu de l'expression, il n'en reste pas moins que lorsqu'une quelconque forme d'expression a pour seul but d'insulter, une réaction appropriée ne constituerait pas, en principe, une violation de l'article 10, paragraphe 2, de la CEDH¹². Le Conseil exhorte dès lors le fournisseur à éviter dans le futur, quel que soit le cadre ou le format de l'émission, la diffusion d'expressions gravement et gratuitement offensantes à l'égard des acteurs politiques qu'elles visent à critiquer à travers un format se voulant satirique

⁹ Voir, parmi d'autres exemples, décision D015/2021-P010/2021 du Conseil d'administration de l'ALIA du 3 mai 2021, p. 2, ou décision D006/2017-P002/2017 du Conseil d'administration de l'ALIA, du 30 janvier 2017, p. 2.

¹⁰ Décision D001/2019-P004/2019 du Conseil d'administration de l'ALIA, du 29 avril 2019, p. 2).

¹¹ CourEDH, Oberschlick c. Autriche (n°2), loc. cit., §29, CourEDH, Oberschlick c. Autriche (n°1), 23 mai 1991, requête n°11662/85, loc. cit., §§ 57-59 et CourEDH, Vereinigung Demokratischer Soldaten Österreichs et Gubi c. Autriche, 19 décembre 1994, requête n°15153/89, §37 ; voir également CourEDH Milisavljevic c. Serbie (n°2), 21 septembre 2021, requête n°47274/19, § 61.

¹² CourEDH, Kilicdaroglu c. Turquie, requête n°16558/18, du 27 octobre 2020, §62 et jurisprudence citée.



dès lors qu'elles ne contribuent en rien à la libre discussion de questions politiques – au risque d'encourir, le cas échéant, une sanction proportionnée à la gravité des propos émis sur le fondement de l'article 35sexies (3) de la loi sur les médias électroniques pour non-respect des droits d'autrui, tel, notamment, le droit à l'honneur ou les règles élémentaires de la déontologie journalistique.

Concernant le principe du respect de la dignité humaine et de l'interdiction de l'incitation à la haine

Le Conseil estime utile de rappeler à cet égard sa décision récente, DEC004/2022-P006/2021 du 14 mars 2022 concernant une plainte à l'encontre du service (serbe) *SportKlub 1*, dans laquelle il a réitéré que « (...) *la tolérance et le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains constituent le fondement d'une société démocratique et pluraliste. Il en résulte qu'en principe on peut juger nécessaire, dans les sociétés démocratiques, de sanctionner, voire de prévenir, toutes les formes d'expression qui propagent, encouragent, promeuvent ou justifient la haine fondée sur l'intolérance, si l'on veille à ce que les 'formalités', 'conditions', 'restrictions' ou 'sanctions' imposées soient proportionnées au but légitime poursuivi (voir, par exemple, CourEDH, Féret c. Belgique, 15615/07, 16 juillet 2009, § 64)* ».

Or, selon le Conseil, l'analyse de l'ensemble de l'élément de programme incriminé ne permet pas de retenir dans les circonstances de l'espèce une méconnaissance caractérisée de la dignité humaine de personnes ou groupes de personnes déterminés ou encore de l'interdiction de l'incitation à la haine à leur encontre.

Le Conseil retient partant qu'aucune des règles susmentionnées qui ont fait l'objet de l'instruction du directeur et visant à protéger la dignité humaine (i.e. l'article 1^{er} paragraphe 2 (c) de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques et l'article 1^{er} de la charte) ou à interdire l'incitation à la haine (i.e. l'article 26bis de la loi modifiée du 27 juillet 1991 précitée et l'article 3 (1) (d) du cahier des charges assorti à la concession du service) n'a été méconnue en l'espèce et qu'une violation manifeste, grave et sérieuse desdites règles ne saurait dès lors être constatée.



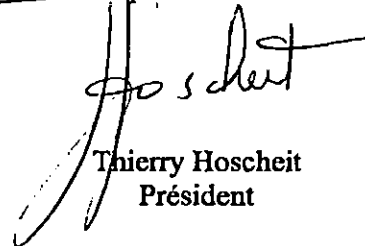
Décision

Sur base de l'ensemble des éléments d'appréciation acquis au dossier, l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel décide :
L'affaire est classée.

Ainsi fait et délibéré lors des réunions du Conseil du 13 juin 2022, du 27 juin 2022 et du 24 octobre 2022 par :

Thierry Hoscheit, président
Valérie Dupong, membre
Marc Glesener, membre
Luc Weitzel, membre
Claude Wolf, membre

~~Pour expédition conforme.~~



Thierry Hoscheit
Président

Un recours en pleine juridiction est ouvert devant le tribunal administratif à l'encontre de la présente décision en vertu de l'article 35^{sexies} de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques. En vertu de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ce recours est formé par requête signée d'un avocat inscrit à la liste I des tableaux dressés par les conseils des Ordres des avocats dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente ou à partir du jour où vous avez pu en prendre connaissance.

Un recours gracieux par écrit peut également être introduit auprès de l'Autorité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

La rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu.html> fournit de plus amples informations concernant les droits des administrés en matière de recours.



Luksemburško
nezavisno
regulatorno telo

ODLUKA DEC011/2022-P015/2021 od 24. oktobra 2022. godine

**Upravnog odbora
Luksemburškog nezavisnog regulatornog tela u vezi sa
žalbom podnetom protiv servisa *Nova S***

Obraćanje nadležnom organu

Regulatorno telo za elektronske medije Srbije (u daljem tekstu: "REM") se Upravnom odboru Tela (u daljem tekstu: "Odbor") obratilo povodom žalbe koja se odnosi na emitovanje emisije "Dobar, loš, zao" 17. marta 2021. god. od 23:09 h do 00:26 h na servisu *Nove S* (srpska verzija).

Prigovori koje je formulisao podnosilac žalbe

Prema navodima REM-a, predmetni segment programa sadrži govor mržnje uperen protiv predsednika Srbije, kao i drugih aktera srpskog političkog života i podriva njihovo dostojanstvo.

Nadležnost

Žalba se odnosi na sadržaj emisije "Dobar, loš zao", koja se emituje na televizijskom servisu *Nova S*, dakle. ma uslugu koja je pokrivena koncesijom koju je dodelila luksemburška vlada i stoga spada u nadležnost Luksemburga. Shodno tome, Telo je nadležno da se bavi žalbom. Koncesija za kanal *Nova S* je dodeljena društvu United Media s.à.r.l., sa sedištem na adresi 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, koje je i primalac ove odluke.

Prihvatljivost

Budući da je pružalac medijske usluge u nadležnosti Tela, pravila luksemburškog zakona su primenjiva na emitovanje njegovog programa.

Emisija je definisana kao format sa humorističnim/satiričnim sadržajem u vidu otvorenog razgovora između autora i voditelja, kao i specijalnog gosta. Razgovor iz epizode koja se ispituje se tiče srpskih političara visokog ranga, među kojima su

posebno predsednik Republike i lider jedne političke stranke.

Odbor zaključuje da je žalba koja se odnosi na sadržaj emisije "Dobar, loš, zao" koju je 17. marta 2021. godine emitovao televizijski servis *Nova S*, prihvatljiva.

Istraga

Odbor je na sednici održanoj 12. jula 2021. godine zadužio direktora za istragu ovog slučaja.

Pružalac medijske usluge je obavešten o pokretanju istrage 14. jula 2021. godine.

Žalbi je priložen detaljan izveštaj koji je sačinila Služba za nadzor i analizu REM-a, u kom se navodi ukupno jedanaest sekvenci koje REM smatra problematičnim i za koje je dostavio prevod sa srpskog na engleski jezik, na osnovu kojeg je izložio svoje tumačenje činjenica.

Kako bi garantovao "*objektivnu istragu slučaja koji se ispituje*", direktor je dva nezavisna prevodioca, stručnjaka za srpski jezik koji poseduju neophodna jezička i socio-kulturološka znanja za ispitivanje slučaja, zadužio da mu dostave prevod emisije u celosti.

U skladu sa članom 35ter (4) (1) izmenjenog zakona od 27. jula 1991. godine o elektronskim medijima, zatraženo je i mišljenje Konsultativne skupštine, koja se mora konsultovati u okviru svake žalbe ili internog zahteva koji zalazi u oblast podsticanja na mržnju. Skupština je u svom mišljenju 9/2021 od 23. septembra 2021. god. zaključila da iako su opaske izrečene tokom emisije "Dobar, loš, zao" ponekad bile prilično "vulgarne", veoma "slobodna/e", čak i "suluda/e", one se, ipak, ne mogu okvalifikovati kao podsticanje na mržnju, kao diskriminatorne ili kao narušavanje ljudskog dostojanstva političara o kojima je reč. Prema Konsultativnoj skupštini, "*dvosmislenost pojedinih opaski je više stvar satiričnog karaktera emisije. Stoga ih treba tretirati u tom okviru koji dozvoljava "slobodnije" reči, ponekad na granici "podnošljivog"*".

Nakon iscrpne analize svih elemenata ovog slučaja i konsultovanja dva nezavisna stručnjaka, direktor je utvrdio značajna odstupanja između prevoda i tumačenja emisije

na engleski jezik koji su dostavljeni ALIA-i od strane REM-a i tekstova koji su direktoru dostavili nezavisni prevodioci. Kao što proizilazi iz ispitivanja koja su potonji sproveli, ova odstupanja su posledica činjenice da je REM dostavio bukvalni prevod koji ne uzima u obzir nivo figurativnog značenja satiričnog predstavljanja i izostavlja kontekst na koji referišu različite interakcije i izrazi koji se tu pojavljuju.

Zatim je direktor detaljno analizirao i kontekstualizovao sekvence koje spori REM da bi zaključio da ne deli s njim mišljenje da je politička emisija satirične prirode sadržavala govor mržnje i predstavljala narušavanje ljudskog dostojanstva političara i političarki kao i arapske etničke grupe i zaključuje da: *"(Iako je) tačno (je) da se voditelji služe kolokvijalnim govorom koji često nije pošteđen vulgarnih reči i koji nije uvek u skladu sa dobrim ukusom, njihovo ismevanje nije usmereno na dotične političare kao privatna lica, kako to srpsko regulatorno telo s pravom ističe, nego na poteze ili ponašanja koje oni usvajaju u okviru svoje javne funkcije i koji mogu biti predmet javne rasprave, kritike i polemike."*

Direktor se u ovom kontekstu poziva i na praksu Evropskog suda za ljudska prava ("ESLJP") kako bi podsetio na izuzetni značaj koji ovaj sud pridaje principu slobode izražavanja, *"(...) jednom od suštinskih temelja svakog demokratskog društva, jednom od osnovnih uslova njegovog napretka i razvoja svakog pojedinca¹."*

Prema ESLJP-u, sloboda izražavanja se primenjuje *"(...) ne samo na 'informacije' ili 'ideje' koje su primljene s naklonošću ili se smatraju bezopasnim ili beznačajnim, već i na one koje vređaju, šokiraju ili uznemiravaju"*². One, dakle, neće izgubiti svoje svojstvo slobode izražavanja.

Ipak, iz prakse ESLJP-a takođe proizilazi da ostvarivanje slobode izražavanja takođe podrazumeva i dužnosti i odgovornosti, uključujući posebno obavezu izbegavanja izraza koji su neopravdano uvredljivi ili pogrdni za druge, ili podstiču na nepoštovanje ili mržnju.

¹ ESLJP, Handisajd protiv Ujedinjenog Kraljevstva, 7. decembra 1976. god, predstavka br.5493/72 i ESLJP, Ginievski protiv Francuske, 31. aprila 2006. god, predstavka br. 64016/00.

² ESLJP, Ginievski protiv Francuske, loc. cit., §43.

Direktor je takođe ispitao razmatranja ESLJP-a koja se konkretnije odnose na ostvarivanje slobode izražavanja u okviru emisija humorističkog ili satiričnog karaktera. Tako, prema ESLJP-u, ovaj *"oblik umetničkog izražavanja i društvenog komentara"* ima za cilj da, putem preterivanja i izobličavanja stvarnosti, *"(...) prirodno provocira i uzburkava duhove. Zato je potrebno sa posebnom pažnjom ispitati svako mešanje u pravo umetnika da se na ovaj način izražava"*.

U svetlu prethodno iznesenog, direktor je došao da zaključka, da čak i ako *"(...) reči koje su izneli voditelji nisu baš laskave i nisu oslobođene ličnih predrasuda, (...) one su ne samo legitimne, već i od suštinskog značaja za funkcionisanje demokratskog društva"*. Iz analize predmetnog dela programa jasno proizilazi da su izjave dvojice voditelja date u nameri da na satiričan način, služeći se izvesnim brojem stereotipa, kao i jezikom koji je povremeno vulgaran ili uvredljiv, kritikuju ponašanje pojedinih ličnosti iz sprskog političkog života i tako doprinesu javnoj raspravi o političkoj situaciji u svojoj zemlji. Trebalo bi imati na umu da bi političari trebalo da imaju viši stepen tolerancije kada su u pitanju otvorene kritike. ESLJP u ovom kontekstu naglašava da *"(...) kada su u pitanju granice dopuštene kritike, one su šire u pogledu političara, koji postupaju u svojstvu javne ličnosti, nego kada je u pitanju običan pojedinac. Političar se neizostavno i svesno izlaže pažljivom nadzoru svojih postupaka i gestova, kako od strane novinara, tako i od strane građana, i mora da pokaže veću toleranciju, naročito kada i sam daje javne izjave koje mogu biti podložne kritici. On svakako ima pravo na zaštitu svoje reputacije, čak i van okvira svog privatnog života, ali imperativi te zaštite moraju da budu odmereni u odnosu na interese slobodne rasprave o političkim pitanjima, budući da izuzeci od slobode izražavanja zahtevaju usko tumačenje"*³.

Nakon analize svih elemenata ovog slučaja, direktor zaključuje da nijedna od odredbi koje se odnose na zabranu podsticanja na mržnju (npr. 26bis izmenjenog zakona od 27. jula 1991. godine o elektronskim medijima i član 3 (1) (d) specifikacija koncesionara) ili na nepoštovanje ljudskog dostojanstva (npr. član 1.

³ESLJP, Oberšlik protiv Austrije (br.2), loc. cit, §29, ESLJP, Oberšlik protiv Austrije (br.1), 23. maja 1991. god, predstavka br.11662/85, §§ 57-59 i ESLJP, *Vereinigung Demokratischer Soldaten Österreichs* i Gubi protiv Austrije, 19. decembra 1994. god, predstavka br.15153/89, §37.

stav 2. (c) gore pomenutog izmenjenog zakona od 27. jula 1991. god. i član 1. Povelje o osnovnim pravima Evropske unije, u daljem tekstu: "povelja") nije bio prekršen u ovom slučaju, budući da izjave protiv političara i političarki nisu date "u cilju nanošenja štete ličnoj reputaciju potonjih ili podsticanja na nepoštovanje ili na mržnju, već u cilju izražavanja kritike i pokretanja javne rasprave o političkim pitanjima."

U svom pisanom odgovoru od 23. marta 2022. godine, pružalac medijske usluge navodi da dotična emisija predstavlja "(...) humoristični program posvećen ispitivanju i kritici aktuelnog političkog sistema u Srbiji (..)" da provokativni stil autora "(..) ima za cilj da podstakne debatu (...) kroz prizmu satire" i da ni autor emisije, ni pružalac medijske usluge "(..) nemaju nikakvu nameru da podstiču na mržnju bilo koje grupe ili da narušavaju dostojanstvo bilo kog privatnog lica (..) ". Pružalac medijske usluge takođe naglašava da ličnosti iz političkog života tako ne bi trebalo da budu "izuzete od javne kritike", baš naprotiv. U tom istom smislu, pružalac medijske usluge bi takođe želeo da skrene pažnju na činjenicu da "(..) je sloboda izražavanja utoliko važnija za zemlje sa nedovoljno razvijenim demokratskim standardima (..) ". Ovaj slučaj bi za to bio dobar primer, budući da se u konkretnom slučaju "(..) može izneti opravdan razlog za zabrinutost zbog potencijalne zloupotrebe regulatornih ovlašćenja u prvobitnoj žalbi, osmišljenoj da zaštiti najmoćniju političku ličnost u Republici Srbiji od komentara voditelja emisije kablovske televizije, u zemlji u kojoj se, prema relevantnim međunarodnim posmatračima, konstantno smanjuje sloboda medija."

Na kraju, pružalac medijske usluge smatra da su zaključci direktora "razumni, objektivni i pravični".

Imajući u vidu navedeno i uzimajući u obzir objašnjenja koja je dostavio pružalac medijske usluge, direktor ostaje pri svom prvobitnom stavu da u ovom slučaju nije prekršena nijedna od odredbi koje se odnose na zabranu podsticanja na mržnju ili nepoštovanje ljudskog dostojanstva. On Odboru predlaže da slučaj odbaci i zaključi.

Saslušanje pružaoca medijske usluge pred Odborom

Pružalac medijske usluge je pozvan od strane Odbora 24. maja 2022. godine na sednicu zakazanu za 13. jun 2022. godine, kako bi izneo svoj stav o izveštaju i zaključcima direktora.

U svom imejlu od 3. juna 2022. godine, pružalac medijske usluge je obavestio Telo da neće imati dodatnih komentara na zaključke direktora i da neće prisustvovati sednici Odbora zakazanoj za 13. jun 2022. godine.

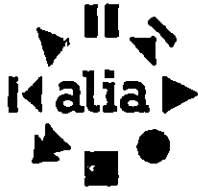
Rasprava

Telu se, u skladu sa članom 35^{sexies} izmenjenog zakona od 27. jula 1991. godine, koji se odnosi na elektronske medije, mogu uputiti žalbe *"po pitanju neusaglašenosti audiovizuelne ili zvučne medijske usluge pod nadležnošću Luksemburga sa odredbom ovog zakona, ili sa izvršenjem ovog zakona ili specifikacija"*. Telo takođe može da reaguje ako na sopstvenu inicijativu sazna za nepoštovanje neke od relevantnih odredbi zakona, propisa velikog vojvodstva koji se odnose na izvršenje ili pak koncesija, dozvola ili specifikacija.

Što se tiče društveno-političkog konteksta u Srbiji i ispadima iz sporne emisije

U ovoj fazi se čini korisnim napomenuti da je dotični pružalac medijske usluge nosilac koncesije koju su mu dodelile luksemburške vlasti u skladu sa članom 21 izmenjenog zakona od 27. jula 1991. god. o elektronskim medijima i da su, shodno tome, primenjive odredbe ovog zakona, kao i drugi nacionalni i međunarodni normativni tekstovi koji se odnose na aktivnosti pružaoca medijske usluge i koji su na snazi u Luksemburgu, onako kako je to posebno navedeno u članu 3 stav (1) tačka (c) i članu 6 stav (1) specifikacija, prema kojima servis mora da se uskladi sa *"luksemburškim zakonima i međunarodnim konvencijama koje su na snazi u Velikom Vojvodstvu"*. Nezavisno od toga, u meri u kojoj je predmetni servis, čiji se programi emituju na srpskom jeziku, namenjen uglavnom teritoriji Srbije, Odbor, uzima u obzir, koliko je to potrebno, specifičan kontekst, a posebno kulturni, istorijski, a naročito u slučaju koji se analizira, politički kontekst i klimu koja preovladava u zemlji prijema kako bi se utvrdila, ako je potrebno, opravdanost uplitanja u pravo na slobodu izražavanja pružaoca medijske usluge na koju se poziva ili kako bi se procenila ozbiljnost navodnog kršenja.

S obzirom na prevode i izjave nezavisnih stručnjaka o političkom okruženju u Srbiji, kao prvo zapažanje se nameće zaključak da je uobičajena praksa da politički diskurs u zemlji karakteriše česta upotreba, od strane samih političara, rečnika



i izraza koji su često grubo, obični, čak i ozbiljno uvredljivi⁴. Ova praksa se ogleda u analiziranom programu čiji se diskurs stoga može posmatrati kao ogledalo društva koje demonstrira nivo uobičajenog razgovora.

Kao primer i bez prejudiciranja detaljne analize ili čak presude Odbora o značajnim odstupanjima u lingvističkom ispitivanju metagovora koje je utvrdio direktor između, s jedne strane, prevoda i tumačenja emisije na engleski jezik koje je dostavio REM i s druge strane informacija koje su dostavili nezavisni prevodioci, Odbor najpre navodi sledeći isečak (koji su na francuski preveli nezavisni prevodioci Tela) iz audio snimka reči predsednika srpske desnice, koji je emitovan tokom analizirane emisije:

*"Fizički ću ti je*ati mamu, je l' imaš sestru? Je*aću ti i sestru u pi*ku, ubiću te, ali ja ću tebe da ubijem, otići ću u Svilajnac i prebiću ti oca i majku. Znači, ja se ne igram! Nikad više nećeš moći da uđeš u Beograd, iseći ću ti delove tela, znači, ubiću te i iseći ću ti delove tela (...)"*

Zatim, Odbor takođe želi takođe da citira tri isečka koji ilustruju nivo dijaloga između voditelja emisije koji "ismevaju" političku sredinu:

1. *"I sada, najomiljenija tvoja i moja omiljena tema u okviru jednog od izlaganja našeg predsednika je klopa, znači bila je dobra ta kamila, e sad ti meni objasni, kako taj mazgov neće da jede šniclu kod Angele Merkel."*
2. *"Prvo: Zašto, prvo zašto, kakav je to bio trenutak sadizma da se iz**kava⁵ na Gordani Uzelac⁶? To mi nikada neće biti jasno. Zašto, brate? Žena radi za tebe, konjino glupava, znači prati te svuda, izvršava sve tvoje naloge."*

⁴ Videti takođe posebno Istraživačka služba Evropskog parlamenta – Brifing – Srbija u opasnosti od autoritarizma?, 2019. god, st. 3 ("neprijateljska retorika srpskih političkih lidera može da podstakne napade na novinare"), ili Evropska komisija, Ključni nalazi Izeštaja o Srbiji za 2021. god, 2021. god, st. 2 ("nastavljeni verbalni napadi visokih zvaničnika na novinare").

⁵ "iz**kava" se odnosi na srpskog predsednika Aleksandra Vučića.

⁶ Srpska novinarka i savetnica za odnose sa javnošću.

*Šta se to desilo, govнару glupi, da je tako isprovizavaš, da moramo mi sad da je zaje*avamo, uh...)* ".

3. *"jasno je, to je organizovao i smislio diša (voditelj se pravi da traži izraz i kaže "piša", odnosno "onaj koji piša") to je isplanirao kamilojedac."*

Odbor od samog početka ističe da njegov zadatak nije da sudi o prikladnosti uredničkih izbora pružaoca medijske usluge ili o novinarskom ili satiričnom kvalitetu programa koji se emituju, već da je njegov zadatak ograničen na izricanje sankcija pružaocu medijske usluge, ako se nakon saslušanja obe strane utvrdi da je *"servis izvršio jasno, ozbiljno i teško kršenje odredbi koje se na njega primenjuju (...)"*.

Kao i direktor, Odbor želi da se pozove na praksu ESLJP-a prema kojoj iznete formulacije ili komentari koji neke vređaju, šokiraju ili uznemiravaju, kao takvi, ne gube svojstvo da budu tumačeni kao sloboda izražavanja⁷ i da format satire uživa još veću zaštitu u ime umetničkog izraza i društvenog komentara, na šta se podseća i u presudi ESLJP-a od 14. juna 2013. god. u slučaju Eon protiv Francuske (predstavka br. 26118/10)⁸ ili odluci ESLJP-a od 20. oktobra 2015. god, M'Bala M'Bala protiv Francuske (predstavka br. 25239/13, §§31 i 39). Međutim, važno je da Odbor takođe podseti da sloboda izražavanja ne može poslužiti kao blanko ček pružaocu medijske usluge da daje ozbiljne i neopravdano uvredljive primedbe, dok, kako to potvrđuje sudska praksa ESLJP-a, korišćenje slobode izražavanja ima kao posledicu, posebno, obavezu izbegavanja takvih primedbi ili onih koje podstiču mržnju.

U ovom konkretnom slučaju, Odbor smatra da primedbe, poput onih navedenih iznad, pripadaju domenu ličnih uvreda koje ni na koji način ne doprinose kreiranju informisane javne rasprave

⁷ Videti, na primer, ESLJP, Oberšlik protiv Austrije (br.2), *loc. cit.*, §29, 33 i 34. ⁸

⁸ U svojoj presudi u slučaju Eon protiv Francuske od 14. marta 2013. god, ESLJP (§§60 i 61) je utvrdio povredu člana 10 (sloboda izražavanja) ESLJP-a s obzirom na to da je osuda podnosioca predstavke koji je držao plakat koji se odnosio na tadašnjeg francuskog predsednika *"casse-toi pov'con"* (*"nosi se, kretenu"*) predstavljalo je, u konkretnim okolnostima slučaja, nesrazmerno mešanje javnih vlasti u pravo na slobodu izražavanja, uzimajući posebno u obzir činjenicu da je podnosilac predstavke odlučio da izrazi svoje kritika u vidu satirične drskosti.

kako bi bile opravdane u ime poštovanja principa slobode izražavanja. Doduše, humoristički/satirični format uživa veliku slobodu u korišćenim sredstvima⁹ (to ide ruku pod ruku sa veoma širokom slobodom izražavanja) i mora se jasno postići dovoljan prag ozbiljnosti povrede ovog načela da bi se opravdalo mešanje u ovu slobodu¹⁰. ESLJP je takođe naglasio da "(..) *kada su u pitanju granice dopuštene kritike, one su šire u pogledu političara, koji postupaju u svojstvu javne ličnosti, nego kada je u pitanju običan pojedinac. Političar se neizostavno i svesno izlaže pažljivom nadzoru svojih postupaka i gestova, kako od strane novinara, tako i od strane građana, i mora da pokaže veću toleranciju, naročito kada i sam daje javne izjave koje mogu biti podložne kritici (..)*"¹¹. Odbor, međutim, smatra da je granica onoga što je prihvatljivo da se emituje u javnosti u pogledu brige o ljudskim odnosima prekoračena na nivou jezika koji se povremeno koristi u analiziranoj emisiji u nedostatku bilo kakvog valjanog opravdanja.

Doduše, prema ESLJP-u, ako neumesni karakter izraza nije sam po sebi odlučujući kada služi čisto stilskim ciljevima, ako upotreba određenih izraza koji su verovatno namenjeni da privuku pažnju javnosti ne može sama po sebi da izazove problem u pogledu prakse Suda, ako upotreba vulgarnih fraza sama po sebi nije presudna da se izraz smatra uvredljivim i ako je stil deo komunikacije kao oblik izražavanja i kao takav je zaštićen zajedno sa sadržajem izraza, ostaje činjenica da kada bilo koji oblik izražavanja ima za jedinu svrhu uvredu, odgovarajuća reakcija u principu ne bi predstavljala kršenje člana 10, stav 2 ESLJP-a¹². Odbor stoga apeluje na pružaoca medijske usluge da ubuduće, bez obzira na okruženje ili format programa, izbegava emitovanje izraza koji su ozbiljno i neopravdano uvredljivi u odnosu na političke aktere koje nameravaju da kritikuju kroz satirični format

⁹ Videti, između ostalih primera, odluku D015/2021-P010/2021 Upravnog odbora ALIA-e od 3. maja 2021. g, st. 2, ili odluku D006/2017-P002/2017 Upravnog odbora ALIA-e od 30. januara 2017. g, st. 2.

¹⁰ Odluka D001/2019-P004/2019 Upravnog odbora ALIA-e od 29. aprila 2019. g, st. 2),

¹¹ ESLJP, Oberšlik protiv Austrije (br.2), loc. cit, §29, ESLJP, Oberšlik protiv Austrije (br.1), 23. maja 1991. god, predstavka br. 11662/85, loc. cit, §§ 57-59 i ESLJP, *Vereinigung Demokratischer Soldaten Österreichs* i Gubi protiv Austrije, 19. decembra 1994. god, predstavka br.15153/89, §37 ; videti isto ESLJP Milisavljević protiv Srbije (br.2), 21. septembra 2021. god, predstavka br.47274/19, § 61.

¹² ESLJP, Kilicdaroglu protiv Turske, predstavka br.16558/18, od 27. oktobra 2020. god, §62 i navedena praksa.

kada ne doprinose ni na koji način slobodnoj diskusiji o političkim pitanjima – uz rizik da se, ako je potrebno, izrekne sankcija srazmerna ozbiljnosti primedbi datih na osnovu člana 35^{sexies} (3) Zakona o elektronskim medijima zbog nepoštovanja prava drugih, kao što je, posebno, pravo na čast ili osnovna pravila novinarske etike.

Što se tiče principa poštovanja ljudskog dostojanstva i zabrane podsticanja na mržnju

Odbor smatra da u tom pogledu treba podsetiti na nedavnu odluku DEC004/2022-P006/2021 od 14. marta 2022. godine u vezi sa žalbom podnesenom protiv srpskog servisa *SportKlub 1*, u kojoj je još jednom ponovio da "*(...) tolerancija i poštovanje jednakog dostojanstva svih ljudskih bića čine osnovu demokratskog i pluralističkog društva. Iz toga sledi da se u principu može smatrati neophodnim u demokratskim društvima da se sankcionišu ili čak spreče svi oblici izražavanja koji propagiraju, podstiču, promovišu ili opravdavaju mržnju zasnovanu na netoleranciji, ukoliko se nastoji da nametnute 'formalnosti', 'uslovi', 'ograničenja' ili 'sankcije' budu srazmerne legitimnom cilju kojem se teži (videti, na primer, ESLJP, Feret protiv Belgije, 15615/07, 16. jula 2009. god, § 64)*".

Međutim, prema mišljenju Odbora, analiza svih elementa predmetnog programa ne dozvoljava da se u okolnostima konkretnog slučaja utvrdi jasno nepoštovanje ljudskog dostojanstva određenih osoba ili grupa osoba, pa čak ni zabrane izazivanja mržnje protiv njih.

Odbor stoga usvaja da nijedno od navedenih pravila koja su bila predmet istrage direktora i koja su imala za cilj zaštitu ljudskog dostojanstva (tj. član 1. stav 2. (c) izmenjenog zakona od 27. jula 1991. god. o elektronskim medijima i član 1. povelje) ili zabranu podsticanja na mržnju (tj. član 26^{bis} gorepomenutog izmenjenog zakona od 27. jula 1991. god. i član 3 (1) (d) specifikacija priloženih uz koncesiju servisa) u ovom slučaju nije bilo zanemareno i da stoga se ne može utvrditi očigledno, ozbiljno i teško kršenje navedenih pravila.



Odluka

Na osnovu svih elemenata procene dobijenih u ovom slučaju, Luksemburško nezavisno regulatorno telo odlučuje sledeće: Slučaj je zatvoren.

Tako je odlučeno na sednicama Odbora održanim 13. juna 2022. god, 27. juna 2022. god. i 24. oktobra 2022. god. u sastavu:

Tijeri Hošajt (Thierry Hoscheit), predsednik
Valeri Dipon (Valérie Dupong), član
Mark Glesner (Marc Glesener), član
Lik Vetzal (Luc Weitzel), član
Klod Volf (Claude Wolf), član

Za tačnost otpravka

(svojeručni potpis)

Tijeri Hošajt (Thierry Hoscheit)
Predsednik

Protiv ove odluke je otvorena žalba u punoj nadležnosti pred Upravnim sudom u skladu sa članom 35 *sexies* izmenjenog Zakona o elektronskim medijima od 27. jula 1991. godine. Na osnovu izmenjenog zakona od 21. juna 1999. godine o poslovniku pred upravnim sudovima, ova žalba se podnosi u vidu predstavke koju je potpisao advokat upisan na listu I tabela koje su sastavila veća advokatskih komora u roku od tri meseca od obaveštenja o ovom dopisu ili od dana kada ste za njega saznali.

Takođe se Telu može uputiti pismeni zahtev za preispitivanje odluke. U ovom slučaju, rok za podnošenje zahteva za sudsku reviziju je suspendovan. Ako se u roku od tri meseca od podnošenja zahteva za preispitivanje odluke donese nova odluka ili se ne donese odluka, počinje da teče novi rok od tri meseca za podnošenje zahteva za sudsku reviziju pred upravnim sudom.

U odeljku "Žalba protiv upravnog akta" na sledećem sajtu: <https://guichet.public.lu.html> pruža detaljnije informacije koje se tiču prava građana u pogledu žalbe.